Numéro du rôle : 810
Arrêt n° 74/95 du 9 novembre 1995

A R R E T

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, modifié par l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988, posée par le tribunal correctionnel de Bruxelles.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. Objet de la question préjudicielle

Par jugement du 5 janvier 1995 en cause du ministère public contre A. Kicq et autres, le tribunal correctionnel de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 (portant des dispositions fiscales et budgétaires), modifié par l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988, est-il conforme aux articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il prévoit, d'une part, que les intérêts d'origine belge visés à l'article 11.1° à 3° et 7° du Code des impôts sur les revenus sont soumis à la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers, et en ce qu'il exempte, d'autre part, les revenus mobiliers d'origine étrangère visés à l'article 11.4° du Code des impôts sur les revenus, de la même cotisation spéciale ? »

II. Les faits et la procédure antérieure

Le 30 avril 1987, les prévenus avaient consenti un prêt de 15.000.000 de francs à une société anonyme belge, la s.a. L'Hermite. Ils reçurent les premiers intérêts en septembre 1990. L'administration fiscale soutenait que dans la mesure où ils dépassaient les plafonds prévus par l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983, ces intérêts devaient être soumis à la cotisation spéciale.

Il ressort du dossier répressif que, pour éviter, semble-t-il, cette cotisation spéciale, les prévenus cédèrent la moitié de leur créance à une société suisse. Pour justifier cette cession à l'égard de l'administration fiscale, ils produisirent un acte de cession daté du 20 avril 1989. Ce document est argué de faux par le procureur du Roi au motif qu'il serait manifestement antidaté. Le procureur du Roi poursuit en outre les prévenus du chef de s'être abstenus de déclarer des revenus mobiliers imposables et de n'avoir pas payé sur ceux-ci la cotisation spéciale prévue par la loi.

Pendant les débats devant la 49e chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles, les prévenus ont soutenu que la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers, telle qu'elle est organisée par l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983, modifié par l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988, est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution. Ils ont fait valoir devant le tribunal correctionnel que si, au lieu de percevoir des revenus d'origine belge, tels ceux payés par la s.a. L'Hermite, ils avaient perçu des revenus de même nature payés par une société étrangère, cette cotisation spéciale sur les revenus mobiliers n'aurait pas été applicable. C'est ainsi qu'ils ont demandé au tribunal de surseoir à statuer et de poser à la Cour la question préjudicielle précitée.

III. La procédure devant la Cour

L'expédition de la décision de renvoi est parvenue au greffe le 17 janvier 1995.

Par ordonnance du même jour, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 24 janvier 1995, la Cour a complété le siège par le juge R. Henneuse, vu la mise à la retraite d'un juge d'expression française du siège.

La décision de renvoi a été notifiée conformément à l'article 77 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 2 février 1995.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 4 février 1995.

Des mémoires ont été introduits par :

- André Kicq, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue Hamoir 27, par lettre recommandée à la poste le 14 mars 1995;

- François Kicq, demeurant à 1310 La Hulpe, rue du Moulin 59, et Antoinette Kicq, demeurant à 1325 Chaumont-Gistoux, rue Somville 4, par lettre recommandée à la poste le 16 mars 1995;

- le procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, rue des Quatre-Bras 13, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 16 mars 1995;

- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 17 mars 1995.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 27 mars 1995.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- André Kicq, par lettre recommandée à la poste le 11 avril 1995;

- le procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 11 avril 1995;

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 21 avril 1995.

Par ordonnance du 4 juillet 1995, la Cour a prorogé jusqu'au 17 janvier 1996 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 12 juillet 1995, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 28 septembre 1995.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 13 juillet 1995.

A l'audience publique du 28 septembre 1995 :

- ont comparu :

. Me Th. Afschrift, avocat du barreau de Bruxelles, pour André Kicq;

. Me A. De Bluts, avocat du barreau de Bruxelles, pour François Kicq et Antoinette Kicq;

. Me J. Van Rossum, avocat du barreau de Bruxelles, *loco* Me A. De Bruyn, avocat à la Cour de cassation, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

IV. *En droit*

- A -

Mémoire d'André Kicq

A.1.1. L'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 avait instauré une cotisation spéciale de 25 p.c. sur les intérêts des sommes prêtées tant à des débiteurs belges qu'étrangers lorsque ces intérêts excédaient 490.000 francs (aujourd'hui 539.000 francs). L'article 38 de la loi du 7 décembre 1988 a modifié la loi précitée et exclu désormais de cette cotisation les intérêts perçus de débiteurs étrangers. La *ratio legis* de cette disposition était d'écarter les dividendes de la cotisation spéciale sur les revenus parce qu'ils subissent déjà une taxation à l'impôt sur les sociétés. Le point commun des intérêts visés par la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers est donc toujours que leur débiteur soit établi en Belgique. En revanche, les revenus, même constitutifs d'intérêts, payés par des contribuables non-résidents établis à l'étranger échappent à la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers. Cette différence de régime est constitutive d'une atteinte aux articles 10 et 11 de la Constitution.

A.1.2. La distinction ainsi faite par le législateur ne trouve de justification ni en raison de la nature des revenus - il s'agit dans les deux cas d'intérêts - ni en raison du montant de ceux-ci. Le législateur ne s'est jamais expliqué sur les raisons de cette distinction au détriment d'intérêts d'origine belge, mesure tout à fait dérogatoire au droit commun. Ceci prouve que le législateur ne s'est simplement pas aperçu de la distinction qu'il créait; il a cependant commis ainsi une « erreur manifeste ou évidente » impliquant une violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

A.1.3. A supposer qu'une justification existe, elle n'est ni objective ni raisonnable. Cette justification ne pourrait, en effet, résider dans le fait que les intérêts d'origine étrangère seraient soumis, par ailleurs, à d'autres impôts que ceux qui s'appliquent aux intérêts d'origine belge. Exemptés de la cotisation spéciale sur

les revenus mobiliers, les intérêts d'origine étrangère ne sont en effet passibles, à l'impôt sur le revenu, que du précompte mobilier s'ils sont perçus en Belgique, et que d'un impôt sur les revenus égal au précompte mobilier s'ils sont perçus à l'étranger.

La différence de traitement ne s'expliquerait pas non plus par une volonté délibérée du législateur de favoriser les revenus d'origine étrangère. Une telle volonté, déjà paradoxale en soi, ne résulte en effet d'aucune mention dans les travaux préparatoires. Elle est même en opposition formelle avec l'intention du législateur, qui souhaitait en réalité favoriser les investissements en Belgique.

La justification ne peut pas résider enfin dans le fait qu'il serait difficile pour l'administration fiscale d'établir l'existence de revenus mobiliers d'origine étrangère, justification qui n'apparaît d'ailleurs nulle part dans les travaux préparatoires.

A.1.4. Le but de la législation instaurant la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers était d'équilibrer la taxation entre les revenus du travail et les revenus du capital, en instaurant une taxation supplémentaire sur ceux-ci, parce qu'ils bénéficiaient du régime du précompte mobilier libératoire. On chercherait vainement en quoi il se justifierait, pour soumettre les bénéficiaires d'intérêts à une taxation analogue à celle des revenus du travail, d'assujettir à l'impôt les intérêts d'origine belge, et d'en exonérer les intérêts d'origine étrangère. Au contraire, la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers a pour effet, en raison de la différence de traitement entre les intérêts d'origine belge et les intérêts d'origine étrangère, de créer une discrimination, non justifiable, entre, d'une part, les revenus du capital et les revenus du travail d'origine belge, et, d'autre part, les revenus du capital d'origine étrangère.

A.1.5. Enfin, quant à l'effet de la différence de traitement ainsi créée, il est également sans aucun lien avec l'intention du législateur. En créant une telle différence de traitement, le législateur incite en effet les contribuables à consentir des prêts ou des dépôts à des organismes étrangers, plutôt qu'à des organismes belges.

Mémoire de François et Antoinette Kicq

A.2. Les intervenants se réfèrent au mémoire déposé par André Kicq.

Mémoire du procureur du Roi

A.3.1. La différence de traitement qui résulte du système d'imposition des intérêts des prêts selon qu'ils sont d'origine belge ou étrangère est justifiée par des motifs objectifs et raisonnables d'ordre technique. Seule, en effet, la déclaration des revenus d'origine belge est susceptible de faire l'objet d'un contrôle efficace par l'administration. En ce qui concerne les intérêts de prêts payés à un contribuable par un débiteur étranger, l'administration fiscale, en revanche, est en fait dépourvue de tout moyen de contrôle et ce, malgré les dispositions législatives sur l'assistance entre Etats.

A.3.2. Si, au nom du respect de l'égalité des citoyens, l'on traitait de la même façon les bénéficiaires d'intérêts soumis à la cotisation spéciale selon l'origine belge ou étrangère de leur débiteur, on ferait prévaloir une égalité formelle, factice et artificielle. En outre, l'absence de tout effet contraignant de la loi du 28 décembre 1983 constitue une justification raisonnable de la différenciation introduite : une loi

inapplicable est en effet une mauvaise loi. En l'espèce, le législateur a donc seulement fait usage de son pouvoir souverain de décider en opportunité.

A.3.3. Il faut relever enfin que la différenciation contestée ne résulte pas directement de la loi mais du choix fait par le redevable de placer son capital en Belgique plutôt qu'à l'étranger. La différenciation préjudiciable découle donc autant de la loi que de la volonté réitérée du redevable d'en être l'objet.

Mémoire du Conseil des ministres

A.4.1. L'article 38 de la loi du 7 décembre 1988 n'a pas exempté spécialement ou exclusivement les revenus d'origine étrangère de la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers. Il a en réalité créé un système d'imposition entièrement différent en ce sens que sont désormais exclus du champ d'application de la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers, les revenus mobiliers constitués par des dividendes de sociétés par actions ou par des revenus de capitaux investis dans des sociétés de personnes, sans distinction entre les dividendes ou revenus payés par des sociétés belges ou par des sociétés étrangères. Ceci relativise déjà, de manière importante, la prétendue discrimination que l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988 aurait créée entre les revenus mobiliers d'origine belge et les revenus d'origine étrangère.

A.4.2. Il résulte des travaux préparatoires à la modification, par l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988, de l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 que celle-ci a été essentiellement dictée par le souci de faire échapper à la cotisation spéciale les revenus mobiliers ayant déjà subi un impôt de 25 p.c. et plus. S'ajoute à cela, en ce qui concerne les intérêts des créances et prêts sur des débiteurs étrangers, que pour ces revenus, qui ne sont généralement pas recueillis ou encaissés à l'intervention d'un intermédiaire établi en Belgique (et sur lesquels le précompte mobilier belge n'a donc pas été retenu), l'obligation de déclaration subsiste. En excluant du champ d'application de la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers les intérêts des créances, prêts et dépôts d'argent d'origine étrangère, l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988 n'a donc créé aucune inégalité ou discrimination par rapport aux revenus de même nature d'origine belge.

C'est aussi un souci de cohérence du régime fiscal belge qui justifie la différence de traitement : il convient de rapprocher, d'une part, l'exclusion des intérêts d'origine étrangère du champ d'application de la loi concernant la cotisation spéciale précitée et, d'autre part, le fait que la réforme a privé les contribuables qui n'affectent pas les titres à une activité professionnelle (et qui bénéficient dès lors du principe du précompte mobilier libératoire) du bénéfice de l'imputation sur l'impôt des personnes physiques d'une quotité forfaitaire d'impôt étranger en ce qui concerne les revenus de source étrangère. De la sorte, l'impôt prélevé dans l'Etat étranger s'ajoute irrémédiablement, et sans correction aucune, à la charge fiscale prélevée en Belgique.

Vu la suppression de l'imputation de la quotité forfaitaire d'impôt étranger, il s'avérerait équitable de ne pas frapper en outre les intérêts d'origine étrangère d'une cotisation spéciale au taux de 25 p.c.

Mémoire en réponse d'André Kicq

A.5.1. Le Conseil des ministres explique longuement les raisons pour lesquelles la loi du 7 décembre 1988 a exempté de la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers les dividendes, et non les intérêts. Cette justification n'est évidemment pas contestée, mais elle est totalement étrangère à la question préjudicielle posée.

A.5.2. Le mémoire du Conseil des ministres tend à accréditer la thèse selon laquelle le législateur aurait entendu, volontairement, réserver un statut différent, et plus favorable, aux intérêts d'origine étrangère par rapport aux revenus d'origine belge, et ce dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité des revenus mobiliers. Les passages des travaux préparatoires reproduits ont exclusivement trait à la justification, qui n'a jamais été contestée par le concluant, de la distinction entre les dividendes et les intérêts. On ne découvre, ni dans le mémoire du Conseil des ministres, ni d'ailleurs dans aucun des documents parlementaires, la moindre allusion à la discrimination qui fait l'objet de la présente procédure : celle existant entre les intérêts d'origine belge et les intérêts d'origine étrangère. Vu l'importance de cette distinction et le soin apporté par le législateur à justifier les différences de traitement qu'il a édictées, d'une part, entre les revenus du travail et ceux du capital, et, d'autre part, entre les dividendes et les intérêts, l'absence de motivation de la distinction existant entre les intérêts d'origine belge et les intérêts d'origine étrangère est particulièrement significative du fait que celle-ci n'a pas été voulue par le législateur, mais résulte d'une simple erreur de rédaction.

A.5.3. Le Conseil des ministres tente ensuite de justifier le caractère prétendument objectif et raisonnable de la différence de traitement entre les intérêts d'origine belge et les intérêts d'origine étrangère, par un calcul suivant lequel « si l'on suppose que les revenus font l'objet, dans l'Etat étranger, d'un impôt équivalent au taux de la cotisation spéciale », on aboutit à une charge fiscale égale pour ces deux catégories d'intérêts. Ce raisonnement relève de la pétition de principe, dans la mesure où il établit une charge fiscale égale, en partant de l'idée que, précisément, cette charge fiscale, à l'étranger ou en Belgique, est équivalente.

La plus grande partie des intérêts d'origine étrangère perçus par des résidents belges l'est au départ de trois pays qui ne pratiquent aucune retenue à la source sur les intérêts : les Pays-Bas, le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse.

Il serait en outre étrange que le législateur belge ait voulu compenser par une exonération d'impôts belges l'existence d'une imposition étrangère sur les intérêts d'origine étrangère, alors que, dans la plupart des cas, cette imposition n'y était pas perçue, et que, dans la quasi-totalité des autres cas, elle était largement inférieure à la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers. Le principe de proportionnalité aurait, si telle avait vraiment été l'intention du législateur, dû amener celui-ci à réserver cette exonération à l'hypothèse où l'impôt aurait été effectivement perçu à l'étranger, voire à la mesure dans laquelle l'impôt étranger aurait effectivement été prélevé.

A.5.4. Quant à la justification tirée, dans le mémoire du procureur du Roi, de l'inapplicabilité, en raison de l'absence de moyens de contrôle, d'une disposition qui aurait imposé les intérêts d'origine étrangère, le législateur n'a, à aucun moment, exprimé la volonté de tenir compte de ce facteur d'appréciation. Lorsqu'il fut fait allusion aux difficultés de perception de la cotisation spéciale, ce fut à propos d'un amendement qui constatait une telle difficulté de perception pour tous les revenus mobiliers, et pas seulement pour les revenus mobiliers d'origine étrangère. Cet amendement, qui proposait la suppression pure et simple de la cotisation, fut rejeté. On peut d'ailleurs difficilement concevoir que le législateur ait entendu adopter la singulière attitude qui aurait consisté à supprimer un impôt pour le seul motif qu'il fût fraudé, sans s'en expliquer d'une manière ou d'une autre.

Il faut enfin constater que le même législateur a maintenu, pour les résidents belges percevant des revenus mobiliers d'origine étrangère, l'obligation de déclarer ceux-ci à l'impôt des personnes physiques lorsqu'ils n'ont pas supporté le précompte mobilier, notamment parce que lesdits revenus ont été perçus à l'étranger. On voit mal pourquoi un tel contrôle serait illusoire, dans l'esprit du législateur, lorsqu'il porte sur des intérêts soumis à la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers, alors qu'il ne le serait pas, pour les

mêmes intérêts, lorsqu'ils sont soumis, et doivent être déclarés, à l'impôt des personnes physiques. L'explication donnée par le procureur du Roi de la discrimination alléguée ici ne constitue donc en rien une justification objective et raisonnable.

Mémoire en réponse du Conseil des ministres

A.6.1. Les revenus mobiliers d'origine étrangère sont exclus du champ d'application de la cotisation spéciale non seulement lorsqu'il s'agit de dividendes payés par des sociétés étrangères, mais également lorsqu'il s'agit de revenus de créances, prêts et dépôts d'argent sur des débiteurs étrangers, alors que la cotisation spéciale sur les intérêts d'origine belge a été maintenue. Il serait vain de voir dans cette situation une discrimination, non justifiée, au sens des articles 10 et 11 de la Constitution.

En réalité, la situation du redevable qui a prêté de l'argent à un débiteur belge ne peut pas, au point de vue fiscal ou pénal, être comparée à celle du créancier d'un débiteur étranger. L'on peut en tout cas présumer que l'intérêt d'une créance sur un débiteur étranger a subi dans son pays d'origine une taxation sensiblement égale à la cotisation spéciale et, comme exposé dans le précédent mémoire du Conseil des ministres, l'impôt prélevé dans l'Etat étranger s'ajoute irrémédiablement et sans correction à la charge fiscale prélevée en Belgique. A supposer, par conséquent, que l'on puisse comparer la situation du redevable qui a prêté de l'argent à un débiteur étranger et celle du redevable qui encaisse un intérêt d'origine belge, la non-application de la cotisation spéciale, lorsqu'il s'agit d'intérêts d'origine étrangère, a une raison d'être objective.

A.6.2. Quant à la constatation selon laquelle le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse ne pratiquent aucune retenue à la source sur les intérêts perçus par des résidents belges, il faut remarquer que le principe d'égalité n'exige pas que le législateur belge tienne compte, cas par cas, du régime d'imposition de chaque pays étranger. Le législateur peut et doit supposer qu'un revenu d'origine étrangère est taxé selon son régime propre dans son pays d'origine.

- B -

B.1. L'examen de la motivation de la décision de renvoi et des éléments du dossier remis à la Cour conduit à constater que la Cour est précisément interrogée sur le point de savoir si l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983, modifié par l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988, crée ou non une discrimination en ce qu'il soumet à la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers les intérêts perçus en Belgique sur des sommes prêtées à des débiteurs belges alors qu'il exempte de cette même cotisation les intérêts reçus de débiteurs étrangers.

B.2.1. L'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 avait instauré, à charge des contribuables assujettis à l'impôt des personnes physiques, une cotisation spéciale sur les revenus de capitaux et biens mobiliers visés à l'article 11 du Code des impôts sur les revenus, pour autant que ces revenus excèdent 1.110.000 francs et sans distinguer selon qu'ils étaient d'origine belge ou étrangère. En outre, l'article 42 prévoyait, en son paragraphe 1er, alinéa 3, que « les revenus de toutes créances et prêts et de dépôts d'argent visés à l'article 11, 1° à 3° et 7°, du Code des impôts sur les revenus sont (...) imposables lorsque leur montant net excède 316.000 francs ». Cette dernière disposition ne frappait donc que les intérêts d'origine belge.

B.2.2. Déposé par le Gouvernement sous forme d'un amendement devant la Commission des finances du Sénat, l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988 maintient la cotisation spéciale de l'article 42 de la loi précitée, mais uniquement sur les revenus de créances, prêts et dépôts d'argent d'origine belge (article 11, 1° à 3° et 7°) dont le montant net atteint 490.000 francs (539.000 francs aujourd'hui). Il adapte aussi le taux de la cotisation au nouveau barème de taxation. Le législateur souhaitait par cette disposition écarter les dividendes de la cotisation spéciale parce qu'ils subissaient déjà une taxation à l'impôt des sociétés. Ainsi, « la cotisation sera désormais perçue à un taux unique de 25 p.c. et seuls les revenus de créances, prêts et dépôts d'argent y seront soumis, les autres revenus mobiliers constitués principalement de dividendes subissant à la source une taxation supérieure à celle résultant des nouveaux taux d'imposition » (*Doc. parl.*, Sénat, 1988, n° 440-2, p. 138).

B.2.3. La justification donnée par le Gouvernement et approuvée par le législateur d'une exemption - celle des dividendes - étant étrangère à la question préjudicielle, elle ne doit pas être prise en considération par la Cour.

B.3.1. Quant à l'exclusion du champ d'application de l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988 des intérêts de prêts payés à un contribuable par un débiteur étranger, elle résulte de ce que cette loi fait référence, en ce qui concerne la cotisation spéciale, aux seuls revenus visés «à l'article 11, 1° à 3° et 7° » du Code des impôts sur les revenus; la loi ne mentionnant pas le 4° de cet article, il faut en inférer que les revenus d'origine étrangère ne sont pas soumis à la cotisation précitée.

B.3.2. Le principe même de l'établissement d'une distinction entre les intérêts d'origine belge et étrangère n'a pas été discuté pendant les travaux préparatoires. Il est difficilement concevable que le législateur aurait voulu favoriser, sans en donner les motifs, les revenus d'intérêts d'origine étrangère. De même, on ne peut retenir l'argument selon lequel il serait difficile pour l'administration fiscale d'établir l'existence de revenus d'origine étrangère, la question de l'extranéité de ces revenus n'ayant jamais été soulevée en l'espèce par le législateur.

La Cour n'aperçoit aucune justification à la différence de traitement entre les titulaires de revenus d'intérêts d'origine belge et les titulaires de revenus d'intérêts d'origine étrangère.

B.4. Il résulte de ce qui précède que la question préjudicielle appelle une réponse positive.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, modifié par l'article 38 de la loi du 7 décembre 1988, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il prévoit, d'une part, que les intérêts d'origine belge visés à l'article 11, 1° à 3° et 7°, du Code des impôts sur les revenus sont soumis à la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers, et en ce qu'il exempte, d'autre part, les revenus mobiliers d'origine étrangère visés à l'article 11, 4°, du Code des impôts sur les revenus, de la même cotisation spéciale.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 9 novembre 1995.

Le greffier,

Le président,

L. Potoms

M. Melchior